Rapport sur les résultats ministériels 2025-2026

Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement

---

Le très honorable Mark Carney,
premier ministre du Canada



National Security and Intelligence Review Agency | Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement

Canada

Catalogage avant publication de Bibliothèque et Archives Canada

Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement
Rapport sur les résultats ministériels 2025-2026

Titre en anglais : 2025–26 Departmental Results Report
Disponible également sur Internet : https://nsira-ossnr.gc.ca/fr/
Numéro de cat. : PS106-8F-PDF
ISSN : 2563-5182

© Sa Majesté le Roi du chef du Canada, 2025

Rapport sur les résultats ministériels 2025-2026 du Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement

Table des matières

- En un coup d'œil
- Message du directeur général
- Résultats : Nos réalisations
  - Responsabilité essentielle 1 : Examens en matière de sécurité nationale et de renseignement et enquêtes sur les plaintes
  - Services internes
- Dépenses et ressources humaines
  - Dépenses
  - Financement
  - Faits saillants des états financiers
  - Ressources humaines
- Tableaux de renseignements supplémentaires
- Dépenses fiscales fédérales
- Renseignements ministériels
- Définitions

Remarque : Le Secrétariat de l'OSSNR a utilisé son outil d'intelligence artificielle générative (Microsoft Copilot) pour appuyer l'élaboration du contenu de ce rapport. Un être humain a revu et validé tout le contenu généré par l'intelligence artificielle.

En un coup d'œil

Le présent rapport sur les résultats ministériels présente les réalisations réelles du Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement (OSSNR) par rapport aux plans, aux priorités et aux résultats attendus énoncés dans son Plan ministériel 2025-2026.

Ces résultats cadrent avec les priorités énoncées dans la lettre de mandat du 21 mai 2025 émanant du premier ministre, ainsi qu'avec la vision, la mission, la raison d'être et le contexte opérationnel de l'OSSNR.

Principales priorités

Le Secrétariat de l'OSSNR a cerné les principales priorités suivantes pour 2025-2026 :

- Accroître le nombre des examens réalisés annuellement et produire au moins dix rapports d'examen au cours de l'année civile 2025.

- Respecter ou dépasser les normes de service établies par l'OSSNR en matière d'enquête sur les plaintes et veiller à ce que les enquêtes soient opportunes, équitables et transparentes. Entreprendre une analyse approfondie et une mise à jour des Règles de procédure qui encadrent le processus d'enquête sur les plaintes, y compris les consultations auprès des parties concernées.

- Mettre en œuvre un plan d'action du Secrétariat, accompagné d'une structure de gouvernance permettant de faciliter et de suivre la mise en œuvre des orientations stratégiques formulées par les membres de l'OSSNR.

- Renforcer la collaboration avec les organismes d'examen nationaux et internationaux, ainsi qu'avec les agents du Parlement, grâce à des partenariats, des activités conjointes et des échanges de connaissances, afin de consolider les fonctions d'examen et d'enquête de l'OSSNR à l'échelle mondiale.

- Élaborer et mettre en œuvre un plan stratégique visant à accroître la capacité de l'organisme à cerner, évaluer et contrer la mésinformation et la désinformation.

Faits saillants

Au cours de l'exercice 2025-2026, le Secrétariat de l'OSSNR a appuyé l'OSSNR dans la production de 12 rapports d'examen en matière de sécurité nationale et de renseignement, ainsi que sept rapports de non-conformité. En l'occurrence, l'OSSNR a achevé les trois examens annuels obligatoires qu'il doit mener en vertu de sa loi habilitante, la *Loi sur l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement*.

Pour ce qui a trait aux enquêtes sur les plaintes, le Secrétariat de l'OSSNR a entrepris une refonte des Règles de procédure, y compris des dispositions visant à simplifier les enquêtes. Cette refonte a nécessité une révision importante des Règles afin de les harmoniser avec les pratiques actuelles, suivie de consultations auprès des parties concernées et de plusieurs séries de directives de la part des membres. Les Règles révisées devraient être traduites et publiées en ligne au cours de l'exercice 2026-2027, ce qui contribuera à renforcer la transparence et l'accès à la justice. En outre, le Secrétariat de l'OSSNR a appuyé les membres dans la mise à l'essai d'une approche de triage pour les dossiers d'immigration et pour d'autres enquêtes comportant des éléments de preuve communs, dans le but d'améliorer l'efficacité et de réduire les délais associés aux enquêtes complexes.

Au cours de l'exercice, le Secrétariat de l'OSSNR a également mis en œuvre son premier plan d'action annuel, celui de 2025-2026, et a établi une structure de gouvernance connexe afin de

renforcer la réalisation des priorités stratégiques définies par les membres de l'OSSNR. Cette mise en œuvre comprenait la création d'un forum et d'outils devant permettre de suivre les progrès réalisés quant aux livrables et aux indicateurs de rendement clés tout au long de l'exercice. L'initiative a permis de renforcer la collaboration et la responsabilisation en matière de gestion, tout en offrant la souplesse nécessaire pour s'adapter et réorienter les priorités en réponse aux défis émergents.

Le Secrétariat de l'OSSNR a également poursuivi les mesures de mobilisation et de collaboration avec des partenaires nationaux et internationaux ainsi qu'avec des communautés de praticiens en appui au mandat de l'OSSNR. Au cours de l'exercice, l'OSSNR est devenu membre à part entière du *Groupe de travail pour la surveillance des activités du renseignement (*IOWG pour *Intelligence Oversight Working Group*) et a ratifié une charte révisée. Cette étape importante fait suite à plusieurs années de participation à titre d'observateur et offre une plateforme favorisant une collaboration continue avec les homologues européens et du Royaume-Uni. Des employés du Secrétariat de l'OSSNR ont aussi pris part à des échanges bilatéraux de personnel avec des organismes homologues en Australie et au Danemark. Ces échanges ont permis à de hauts gestionnaires de passer plusieurs semaines au sein des organismes partenaires afin de faire de l'observation et de participer à des activités opérationnelles. Ils ont contribué à renforcer les réseaux professionnels, à favoriser la mise en commun de pratiques exemplaires et à éclairer les approches organisationnelles dans divers domaines, notamment les examens, les enquêtes, la mobilisation des intervenants, l'administration et les services internes. En outre, le Secrétariat a appuyé l'OSSNR dans l'organisation de ses premières tables rondes avec des parlementaires, ce qui a contribué à accroître la sensibilisation et la compréhension du mandat de l'OSSNR et de son rôle au sein du cadre de responsabilisation en matière de sécurité nationale au Canada.

- Total des dépenses réelles (y compris les services internes) : 18 205 794 $
- Nombre total d'équivalents temps plein (y compris les services internes) : 81

Pour obtenir des renseignements détaillés sur les dépenses totales et les ressources humaines du Secrétariat de l'OSSNR, consultez la section Dépenses et ressources humaines du présent rapport.

Sommaire des résultats

Voici un sommaire des résultats atteints par le ministère en 2025–2026 dans ses « responsabilités essentielles » (ses principaux secteurs d'activité).

Responsabilité essentielle 1 : Examens en matière de sécurité nationale et de renseignement et enquêtes sur les plaintes

Dépenses réelles : 10 627 360 $

Ressources humaines réelles : 50

Les ministres et les Canadiens sont informés quant à savoir si les activités des institutions du gouvernement du Canada en matière de sécurité nationale et de renseignement sont légales, raisonnables et nécessaires.

Au cours de l'exercice 2025-2026, le Secrétariat de l'OSSNR a appuyé l'OSSNR dans la réalisation d'examens portant sur 13 organismes du gouvernement du Canada. Sept ministres ont reçu un ou plusieurs rapports de l'OSSNR approuvés par les membres au cours de cet exercice. Dans l'ensemble des examens menés, l'OSSNR a formulé 93 constatations et 54 recommandations visant, entre autres, à renforcer la conformité juridique et la gouvernance institutionnelle des activités de sécurité nationale ou de renseignement.

Pour en savoir plus sur les activités liées aux examens en matière de sécurité nationale et de renseignement et aux enquêtes sur les plaintes du Secrétariat de l'OSSNR, veuillez consulter la section « Résultats : nos réalisations » du présent rapport.

Les plaintes relatives à la sécurité nationale font l'objet d'une enquête indépendante réalisée en temps opportun.

Au cours de l'exercice 2025-2026, le Secrétariat de l'OSSNR a atteint un taux de réussite de 100 % quant au respect des normes de service qui avaient été établies l'année précédente. Le Secrétariat a affiné ses méthodes d'enquête afin de favoriser l'efficacité, l'équité et la transparence, ce qui a permis de régler 37 enquêtes officielles et plaintes informelles. Cette démarche a renforcé le rôle de l'OSSNR sur le plan de la production de résultats accessibles et impartiaux pour les personnes concernées. L'efficacité de l'OSSNR s'est également accrue grâce à l'achèvement de 6 enquêtes officielles et à la résolution informelle de 31 plaintes.

Pour en savoir plus sur les activités liées aux examens en matière de sécurité nationale et de renseignement et aux enquêtes sur les plaintes du Secrétariat de l'OSSNR, veuillez consulter la section « Résultats : nos réalisations » du présent rapport.

Message de la part du directeur général

J'ai le plaisir de présenter le Rapport sur les résultats ministériels du Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement (OSSNR) pour l'exercice 2025-2026.

Au cours de l'exercice, notre organisme a obtenu des résultats notables tout en gérant les effets de l'examen exhaustif des dépenses mené à l'échelle du gouvernement. En plus de maintenir ses activités essentielles, le Secrétariat a consacré des efforts considérables à la planification et au début de la mise en œuvre des changements organisationnels découlant de cet examen. Bien que nombre des avantages de ce travail se concrétiseront au fil du temps, les initiatives entreprises au cours de l'exercice ont établi une base solide pour assurer la réussite future.

En ce qui concerne son mandat d'examen, le Secrétariat de l'OSSNR a dépassé sa cible quant au nombre d'examens présentés aux membres de l'OSSNR et approuvés par ceux-ci. L'organisation a également continué d'innover relativement à sa méthodologie d'examen en introduisant, pour la première fois, des examens d'assurance technique, lesquels évaluent la conformité des systèmes techniques. En outre, le Secrétariat a mené un exercice de suivi exhaustif auprès de l'ensemble des ministères et organismes ayant déjà reçu des recommandations de l'OSSNR, recueillant des renseignements sur l'état d'avancement de leur mise en œuvre et contribuant à éclairer les activités de vérification à venir.

En ce qui concerne son mandat d'enquête, le Secrétariat a géré un important nombre de cas tout au long de la période visée par le rapport. Parallèlement, l'organisme a procédé à un examen exhaustif des Règles de procédure encadrant les dossiers d'enquête et a consulté les parties intéressées afin de cerner des possibilités d'amélioration. Ces efforts ont mené à l'adoption de processus rationalisés conçus pour rendre les enquêtes plus efficaces et efficientes. Le Secrétariat a également poursuivi les préparatifs en vue de l'entrée en vigueur anticipée de la *Loi sur la Commission d'examen et de traitement des plaintes du public*, laquelle devrait accroître la charge de travail en raison des renvois de plaintes liées à la sécurité nationale visant l'Agence des services frontaliers du Canada.

L'exercice 2025-2026 a également marqué la mise en œuvre du premier plan d'action annuel du Secrétariat de l'OSSNR. Cette initiative a renforcé la capacité de l'organisme à répondre de façon continue aux priorités stratégiques des membres et à en assurer le suivi. Le Secrétariat a par ailleurs approfondi la collaboration avec des organisations partageant des objectifs semblables en appuyant l'adhésion officielle de l'OSSNR au *Groupe de travail pour la surveillance des activités du renseignement* et en facilitant des échanges de personnel novateurs avec des organismes partenaires de l'Australie et du Danemark. En outre, le Secrétariat a soutenu l'OSSNR dans l'organisation de ses premières tables rondes avec des parlementaires, contribuant à accroître la sensibilisation et la compréhension du mandat ainsi que des travaux de l'OSSNR.

À l’instar de nombreuses institutions fédérales, le Secrétariat de l’OSSNR a été touché par l’examen exhaustif des dépenses, lequel s’est traduit par des réductions budgétaires importantes. La mise en œuvre des mesures d’économie a débuté en 2025-2026 et comprenait des réductions de l’effectif. Cette situation a été particulièrement difficile pour un micro-organisme, entraînant des répercussions concrètes tant sur l’exécution du mandat que sur les employés concernés. Le Secrétariat a donc adapté ses opérations et il continue de privilégier des approches novatrices, souples et efficientes pour s’acquitter de ses responsabilités.

Je tiens à exprimer ma sincère reconnaissance à l’égard de l’ensemble des employés du Secrétariat de l’OSSNR. Tout au long d’une année exigeante, ils ont fait preuve d’un professionnalisme, d’une résilience et d’un dévouement remarquables. Leur engagement contribue à faire en sorte que les activités de sécurité nationale et de renseignement du Canada demeurent assujetties à l’examen rigoureux et indépendant qui s’impose dans une société libre et démocratique.

Mangano, Lawrence
Digitally signed by Mangano, Lawrence
Date: 2026.08.21 13:09:35 -04'00'

Lawrence Mangano, Directeur général par intérim

Le Secrétariat de l’Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement

Résultats : nos réalisations

Responsabilités essentielles et services internes

- Responsabilité essentielle 1 : Examens en matière de sécurité nationale et de renseignement et enquêtes sur les plaintes
- Services internes

Responsabilité essentielle 1 : Examens en matière de sécurité nationale et de renseignement et enquêtes sur les plaintes

Dans la présente section

- Description
- Répercussions sur la qualité de vie
- Progrès à l'égard des résultats
- Renseignements sur les résultats
- Principaux risques
- Ressources nécessaires pour obtenir les résultats prévus
- Priorités gouvernementales connexes
- Répertoire des programmes

Description

L'OSSNR examine les activités de sécurité nationale et de renseignement du gouvernement du Canada afin d'évaluer si elles sont légales, raisonnables et nécessaires. L'OSSNR mène également, de manière indépendante et en temps opportun, des enquêtes sur les plaintes du public concernant les activités du Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS), du Centre de la sécurité des télécommunications (CST), de la Gendarmerie royale du Canada (GRC), ainsi que sur certaines autres plaintes liées à la sécurité nationale.

Le Secrétariat de l'OSSNR appuie l'Office de surveillance dans l'exécution de son mandat. Un examen indépendant contribue à renforcer le cadre de responsabilisation entourant les activités de sécurité nationale et de renseignement et à accroître la confiance du public. Les ministres et la population canadienne sont informés du caractère légal, raisonnable et nécessaire des activités de sécurité nationale et de renseignement menées par les institutions du gouvernement du Canada.

Répercussions sur la qualité de vie

La responsabilité essentielle du Secrétariat de l'OSSNR s'arrime principalement à l'indicateur « confiance envers les institutions », lequel relève du sous-domaine « démocratie et institutions » et s'inscrit dans le domaine général de la « bonne gouvernance ».

Progrès à l'égard des résultats

Cette section présente le rendement du ministère par rapport à ses cibles pour chaque résultat ministériel lié à la responsabilité essentielle 1 : Examens en matière de sécurité nationale et de renseignement et enquêtes sur les plaintes.

Le tableau 1 présente la cible, la date d'atteinte de la cible et les résultats réels obtenus pour chaque indicateur lié au libellé suivant : les ministres et les Canadiens sont informés quant à savoir si les activités des institutions du gouvernement du Canada en matière de sécurité nationale et de renseignement ont été légales, raisonnables et nécessaires au cours des trois derniers exercices.

Tableau 1 : Les ministres et les Canadiens sont informés quant à savoir si les activités des institutions du gouvernement du Canada en matière de sécurité nationale et de renseignement sont légales, raisonnables et nécessaires.

Indicateur de résultat ministériel	Cible	Date d'atteinte de la cible	Résultats réels
Tous les examens obligatoires sont réalisés annuellement.	100 % des examens obligatoires ont été réalisés.	Décembre 2022	2023–2024 : 100 % 2024–2025 : 100 % 2025–2026 : 100 %
Des examens portant sur les activités en matière de sécurité nationale ou de renseignement d'au moins cinq ministères ou organismes fédéraux sont réalisés chaque année.	Au moins une activité en matière de sécurité nationale ou de renseignement est examinée dans au moins cinq ministères ou organismes fédéraux chaque année.	Décembre 2022	2023–2024 : 100 % 2024–2025 : 100 % 2025–2026 : 100 %
Toutes les activités de sécurité nationale ou de renseignement jugées hautement prioritaires approuvées par les membres sont examinées tous les trois ans.	Achèvement de 100 % sur trois ans; achèvement d'au moins 33 % chaque année	Décembre 2022	2023–2024 : 33 % 2024–2025 : 33 % 2025–2026 : 33 %

Le tableau 2 présente la cible, la date d'atteinte de la cible et les résultats réels obtenus pour chaque indicateur lié au libellé suivant : les plaintes relatives à la sécurité nationale font l'objet d'une enquête indépendante réalisée en temps opportun au cours des trois derniers exercices.

Tableau 2 : Les plaintes relatives à la sécurité nationale font l'objet d'une enquête indépendante réalisée en temps opportun

Indicateur de résultat ministériel	Cible	Date d'atteinte de la cible	Résultats réels
Pourcentage des enquêtes réalisées dans le respect des normes de service du Secrétariat de l'OSSNR	90 % à 100 %	Mars 2024	2023–2024 : 100 % 2024–2025 : 100 % 2025–2026 : 100 %

L'onglet Résultats de la page Infographie pour le Secrétariat de l'OSSNR dans l'InfoBase du GC présente des renseignements supplémentaires sur les résultats et le rendement liés au répertoire des programmes du ministère.

Renseignements sur les résultats

La section suivante décrit les résultats obtenus relativement aux examens en matière de sécurité nationale et de renseignement et aux enquêtes sur les plaintes en 2025-2026 par rapport aux résultats prévus dans le Plan ministériel du Secrétariat de l'OSSNR pour l'exercice.

Les ministres et les Canadiens sont informés quant à savoir si les activités des institutions du gouvernement du Canada en matière de sécurité nationale et de renseignement sont légales, raisonnables et nécessaires.

Résultats obtenus

Le Secrétariat de l'OSSNR a appuyé l'Office de surveillance dans la réalisation de 12 rapports d'examen en matière de sécurité nationale et de renseignement, et de 7 rapports de non-conformité au cours de l'exercice 2025-2026. En l'occurrence, il convient de rappeler l'achèvement des 3 examens que l'OSSNR est tenu de réaliser chaque année en vertu de sa loi habilitante, la *Loi sur l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement*. En tout, 13 organismes du gouvernement du Canada ont fait l'objet d'un examen, et 7 ministres ont reçu un ou plusieurs rapports de l'OSSNR approuvés par les membres durant l'exercice. Dans l'ensemble des examens complétés, l'OSSNR a formulé 93 constatations et 54 recommandations visant, entre autres, à renforcer la conformité juridique et la gouvernance institutionnelle des activités de sécurité nationale ou de renseignement.
Résultats obtenus :

- sept rapports d'examen et quatre rapports de non-conformité approuvés pour le ministre de la Sécurité publique;
- six rapports d'examen et un rapport de non-conformité approuvés pour le ministre de la Défense nationale;
- deux rapports d'examen et un rapport de non-conformité approuvés pour le ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté;
- un rapport d'examen et un rapport de non-conformité approuvés pour la ministre des Affaires étrangères;

- un rapport d'examen approuvé pour la ministre des Finances et du Revenu national;
- un rapport d'examen approuvé pour le ministre des Transports;
- un rapport d'examen approuvé pour le ministre de la Justice et procureur général du Canada.

Cinq des douze examens complétés cette année portaient, de fait, sur plus d'un organisme du gouvernement du Canada. Ces cinq examens multiorganisationnels étaient les suivants :

- Examen des communications d'information par des institutions du gouvernement du Canada au titre de la *Loi sur la communication d'information ayant trait à la sécurité du Canada* en 2024;
- Examen de la mise en œuvre, par les ministères, des instructions fournies au titre de la *Loi visant à éviter la complicité dans les cas de mauvais traitements infligés par des entités étrangères* pour 2024;
- Examen du recours au cadre de justification par le Service canadien du renseignement de sécurité;
- Examen de l'utilisation des indicateurs d'exécution par l'Agence des services frontaliers du Canada;
- Examen des mesures de réduction de la menace prise par le Service canadien du renseignement de sécurité en vertu d'un mandat.

Les ministères et organismes visés par ces examens multiorganisationnels étaient les suivants : l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC), l'Agence du revenu du Canada (ARC), le Centre de la sécurité des télécommunications (CST), le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS), le ministère des Pêches et des Océans (MPO), le ministère de la Justice Canada (JUS), le ministère de la Défense nationale et les Forces armées canadiennes (MDN/FAC), le Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada (CANAFE), Affaires mondiales Canada (AMC), Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC), Sécurité publique Canada (SP), la Gendarmerie royale du Canada (GRC) et Transports Canada (TC).

Sept des douze examens complétés cette année portaient sur les activités d'une seule organisation du gouvernement du Canada. Ces sept examens à organisation unique étaient les suivants :

- Examen de la conservation des données du renseignement électromagnétique par le Centre de la sécurité des télécommunications;
- Examen annuel de certaines activités du Centre de la sécurité des télécommunications, 2024;
- Examen annuel de certaines activités du Service canadien du renseignement de sécurité, 2024;
- Examen des activités d'enquête en ligne du Service canadien du renseignement de sécurité;
- Examen d'assurance technique d'une activité du Service canadien du renseignement de sécurité du Canada;
- Examen d'assurance technique d'une activité du Centre de la sécurité des télécommunications;

- Examen des activités de renseignement de sources ouvertes sur Internet du ministère de la Défense nationale et des Forces armées canadiennes.

Enfin, en collaboration avec les organismes examinés, le Secrétariat de l'OSSNR a favorisé la transparence et la reddition de comptes en diffusant plusieurs rapports dans le cadre du régime d'accès à l'information, lesquels ont ensuite été publiés sur le site Web de l'OSSNR.

Les plaintes relatives à la sécurité nationale font l'objet d'une enquête indépendante réalisée en temps opportun

Résultats obtenus

Au cours de l'exercice 2025-2026, le Secrétariat de l'OSSNR a élaboré et mis à l'essai les processus soutenant l'exécution du mandat d'enquête de l'Office de surveillance. Le processus d'enquête met l'accent sur le renforcement de l'efficacité ainsi que sur l'accroissement de la rapidité et de la transparence afin d'améliorer la pertinence du processus pour les plaignants.

Le volume des activités d'enquête est demeuré élevé et comprenait une augmentation du nombre des plaintes visant le SCRS en lien avec des retards dans les enquêtes de sécurité liées aux demandes d'immigration. Au cours de l'exercice, le Secrétariat de l'OSSNR a mis en œuvre des procédures efficientes, notamment l'adoption d'une approche fondée sur l'utilisation d'éléments de preuve communs pouvant être appliqués à plusieurs enquêtes.

Le Secrétariat de l'OSSNR a mis en œuvre ses normes de service pour les enquêtes sur les plaintes. Ces normes établissent, dans le cas des dossiers courants, des délais internes pour les principales étapes de l'enquête en fonction du type de plainte, tout en précisant les conditions dans lesquelles ces délais ne s'appliquent pas. Le Secrétariat de l'OSSNR a adopté de nouvelles procédures rationalisées visant à suivre et à recueillir avec exactitude les données permettant d'évaluer le respect de ces normes. En 2025-2026, le Secrétariat a d'ailleurs atteint un taux de réussite de 100 % dans le respect de ses normes.

Mobilisation et collaboration

Au cours de l'exercice 2025-2026, le Secrétariat de l'OSSNR a poursuivi ses activités de mobilisation et de collaboration stratégique avec ses partenaires nationaux, notamment le Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement, la Commission civile d'examen et de traitement des plaintes, le Commissariat à la protection de la vie privée du Canada, le Bureau du vérificateur général du Canada et le Bureau du commissaire au renseignement. Ces efforts visaient à réduire les dédoublements dans les activités d'examen et à mettre en commun des pratiques exemplaires. Le Secrétariat de l'OSSNR a également appuyé les activités de mobilisation des membres auprès des agents du Parlement, des parlementaires, des médias et du milieu universitaire, afin de renforcer la sensibilisation et la compréhension du rôle essentiel de l'OSSNR dans l'architecture canadienne de sécurité nationale.

Le Secrétariat de l'OSSNR a poursuivi sa participation au Conseil de surveillance et d'examen du renseignement de la Collectivité des cinq (CSERCC) en appuyant la participation des membres à la

conférence du CSERCC, en 2025, à Londres, et en prenant part à plusieurs groupes de travail virtuels visant à faire progresser les pratiques exemplaires parmi les professionnels de l'examen et de la surveillance. Au cours de l'exercice 2025-2026, le Secrétariat a également appuyé l'admission de l'OSSNR comme membre du Groupe de travail pour la surveillance des activités du renseignement (IOWG pour *Intelligence Oversight Working Group*), un réseau composé principalement d'organismes d'examen et de surveillance européens, qui offre une plateforme de collaboration et de développement des pratiques d'examen en matière de sécurité nationale et de renseignement.

Au cours de la période visée par le rapport, le Secrétariat de l'OSSNR a mené avec succès des échanges bilatéraux de personnel avec des organisations homologues en Australie et au Danemark. Cette initiative, qui représente l'aboutissement de plusieurs années de mobilisation soutenue, a fourni des perspectives précieuses sur un large éventail de pratiques organisationnelles, notamment sur les approches en matière d'examen, d'enquête, de mobilisation des intervenants, d'administration et de service interne. Les leçons tirées de ces échanges continuent d'éclairer le processus de raffinement des pratiques existantes et l'élaboration de nouvelles approches.

Le Secrétariat de l'OSSNR a également continué de favoriser la publication, sur le site Web de l'OSSNR, des rapports d'examen expurgés et des renseignements contextuels connexes, ainsi que du rapport annuel public, qui demeure le principal moyen par lequel l'OSSNR fait part de ses travaux et de ses conclusions aux Canadiens.

Principaux risques

Le principal risque organisationnel du Secrétariat découle des contraintes de ressources résultant de l'examen exhaustif des dépenses (EED). Ces réductions coïncident avec une augmentation des exigences opérationnelles, une complexité accrue des activités de sécurité nationale et de renseignement, ainsi qu'un élargissement de la sphère des enquêtes. Ensemble, ces pressions réduisent la souplesse au sein des fonctions essentielles et accroissent le risque que le Secrétariat ne soit pas en mesure de maintenir le même niveau de profondeur, d'étendue et de rapidité dans le soutien offert à l'Office de surveillance. Bien que des gains d'efficacité internes et un renforcement de la surveillance financière contribuent à atténuer les impacts, l'EED a créé des pressions structurelles qui continueront d'influer sur le rendement opérationnel au cours des prochaines années.

Les limites en matière de ressources ont également une incidence directe sur la rapidité des enquêtes. Ce risque est amplifié par l'augmentation importante du nombre de plaintes reçues au cours des dernières années, principalement attribuable aux retards systémiques dans le traitement des demandes d'immigration. La forte hausse du volume des dossiers exige des efforts analytiques, juridiques et administratifs considérables et, considérant l'état actuel des ressources, devrait entraîner des retards dans le traitement des plaintes existantes et nouvelles. Sans la capacité d'accroître les ressources, le Secrétariat fait face à des pressions croissantes pour répondre aux attentes en matière d'accès rapide à la justice et pour maintenir les normes de service liées au travail d'enquête.

De plus, l'Office de surveillance et son Secrétariat doivent absorber une charge de travail supplémentaire importante découlant de leur responsabilité d'enquêter sur les plaintes liées à la sécurité nationale visant l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC). Aucune ressource additionnelle n'a été prévue par le gouvernement du Canada pour permettre à l'OSSNR et à son Secrétariat de soutenir ces travaux.

Ressources nécessaires pour obtenir les résultats prévus

Le tableau 3 fournit un résumé des dépenses prévues et réelles et des équivalents temps plein requis pour obtenir ces résultats.

Tableau 3 : Aperçu des ressources requises pour les examens en matière de sécurité nationale et de renseignement et les enquêtes sur les plaintes

Ressources	Prévues	Réelles
Dépenses	11 280 435 $	10 627 360 $
Équivalents temps plein	69	50

L'onglet Finances de la page Infographie pour le Secrétariat de l'OSSNR dans l'InfoBase du GC et l'onglet Personnel de la page Infographie pour le Secrétariat de l'OSSNR dans l'InfoBase du GC présentent des renseignements exhaustifs sur les ressources financières et humaines en ce qui concerne le répertoire des programmes du ministère.

Priorités gouvernementales connexes

La présente section fait état des priorités gouvernementales qui sont visées par cette responsabilité essentielle.

Analyse comparative entre les sexes plus (ACS Plus)

En 2025-2026, le Secrétariat de l'OSSNR s'était engagé à mettre à jour son cadre d'ACS Plus, à établir des mécanismes de gouvernance, à renforcer la capacité organisationnelle et à faire progresser les travaux fondamentaux liés à la collecte de données désagrégées. Au cours de la période visée par le rapport, les ressources organisationnelles ont été priorisées pour répondre à l'examen exhaustif des dépenses (EED) et en assurer l'opérationnalisation, ce qui a limité la capacité du Secrétariat à faire avancer les initiatives comme prévu. Par conséquent, les activités de mise en œuvre liées au renouvellement du cadre d'ACS Plus et aux mesures connexes de gouvernance et de collecte de données ont été reportées à l'exercice 2026-2027.

Au cours de la période visée par le rapport, le Secrétariat de l'OSSNR a poursuivi la mise en œuvre des pratiques d'autoidentification des employés afin de mieux comprendre la composition de son effectif et de cerner les situations de sous-représentation. Il a également continué de diffuser de l'information en interne et de promouvoir la sensibilisation aux enjeux touchant les groupes en

quête d'équité par l'entremise de ses co-champions en matière d'équité en emploi, de diversité et d'inclusion.

Répertoire des programmes

Les examens en matière de sécurité nationale et de renseignement et les enquêtes sur les plaintes s'appuient sur le programme suivant :

- Examens en matière de sécurité nationale et de renseignement et enquêtes sur les plaintes.

Des renseignements supplémentaires ayant trait au répertoire des programmes relatifs aux examens en matière de sécurité nationale et de renseignement et les enquêtes sur les plaintes sont disponibles à la page Résultats de l'Infobase du GC.

Services internes

Dans la présente section

- Description
- Progrès à l'égard des résultats
- Ressources nécessaires pour obtenir les résultats prévus
- Marchés attribués à des entreprises autochtones

Description

Les services internes désignent les activités et les ressources qui aident un ministère à s'acquitter de ses obligations ministérielles et à exécuter ses programmes. Les neuf catégories de services internes sont les suivantes :

- services de gestion des acquisitions;
- services de communications;
- services de gestion des finances;
- services de gestion des ressources humaines;
- services de gestion de l'information;
- services des technologies de l'information;
- services de gestion du matériel;
- services de gestion et de surveillance;
- services de gestion des biens immobiliers.

Progrès à l'égard des résultats

Cette section présente les mesures prises par le ministère pour atteindre les résultats et les cibles en ce qui a trait aux services internes.

Au cours de l'exercice 2025-2026, le Secrétariat a fait progresser plusieurs initiatives clés en matière de ressources humaines visant à renforcer la capacité de l'effectif, à soutenir le bien-être

des employés et à améliorer l'efficacité organisationnelle. Parmi les réalisations importantes figurent la mise en œuvre du Plan d'équité salariale, la modernisation des politiques et des cadres de gouvernance en ressources humaines, ainsi que l'amélioration de la surveillance en matière de santé et sécurité au travail.

Le Secrétariat a poursuivi ses efforts visant à favoriser un milieu de travail respectueux, inclusif et accessible grâce à la mise à jour de sa Politique de prévention du harcèlement et de la violence, à la mise en œuvre des engagements en matière d'accessibilité et au soutien des mesures d'accommodement en milieu de travail et de gestion de l'incapacité. Les investissements dans la formation en langues officielles, le perfectionnement du leadership, les initiatives liées aux valeurs et à l'éthique et d'autres possibilités d'apprentissage ont renforcé davantage les capacités de l'effectif et la résilience organisationnelle.

Le Secrétariat a également fait progresser les activités de planification de l'effectif et de préparation du milieu de travail afin de favoriser la durabilité, l'efficacité et le rendement d'un personnel qui soit apte à s'acquitter de son mandat.

Au cours de la période visée par le rapport, certaines priorités ont été remaniées afin de répondre à deux initiatives de maintenance immobilière hautement prioritaires nécessitant une intervention immédiate. Ces projets découlaient d'un risque accru de défaillance critique des systèmes et de possibles interruptions non planifiées des services ayant des répercussions opérationnelles importantes.

L'évaluation et l'élaboration des solutions recommandées se sont déroulées dans un environnement opérationnel complexe et ont nécessité une analyse approfondie des exigences en matière de sécurité, de fonctionnalité et de conception. Grâce à la collaboration de Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC), de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) et du Centre de la sécurité des télécommunications (CST), des efforts soutenus ont été déployés pour élaborer et mettre en œuvre des solutions répondant aux exigences opérationnelles tout en respectant rigoureusement les normes applicables en matière de sécurité, de fonctionnalité et de conception. Ces travaux ont permis de veiller à ce que les solutions proposées soient efficaces, conformes et alignées sur les objectifs organisationnels. Bien que ces initiatives urgentes aient nécessité une réaffectation des ressources et des priorités, elles ont également renforcé l'engagement de l'organisation envers une gestion proactive des risques en s'attaquant aux vulnérabilités critiques de l'infrastructure et en réduisant la probabilité de perturbations opérationnelles.

Au cours de l'exercice 2025-2026, le Secrétariat a poursuivi le renforcement et la maturation de son programme de gestion de l'information. Un renouvellement complet de l'ensemble des politiques de gestion de l'information a été réalisé, incluant les directives, normes et orientations opérationnelles connexes portant notamment sur l'utilisation appropriée de Microsoft Teams et sur la gestion de l'information tout au long de son cycle de vie. Ce travail a permis de doter les employés d'un cadre de gouvernance moderne.

Le Secrétariat a également reçu sa propre autorisation de disposition de la part de Bibliothèque et Archives Canada, ce qui constitue une étape importante pour l'organisation. À la suite de cette approbation, des travaux ont été entrepris pour mettre cette autorisation en œuvre, notamment

l'élaboration d'un calendrier de conservation ministériel, la validation des exigences de conservation avec les secteurs opérationnels et la préparation des futures activités de disposition. À la suite de la mise en place de GCdocs, le Secrétariat a continué de renforcer son environnement GCdocs en apportant de nouvelles améliorations et en offrant un soutien et des conseils aux utilisateurs, tout en favorisant des pratiques uniformes de tenue de documents au sein de l'organisation.

Au cours de l'exercice 2025-2026, le Secrétariat a renforcé sa fonction de communication en mettant à jour son Plan stratégique afin de mieux soutenir les priorités organisationnelles et d'améliorer la coordination des activités de communication. Le Secrétariat a également fait progresser l'élaboration d'une stratégie de lutte contre la mésinformation et la désinformation visant à accroître sa capacité d'anticiper et de gérer l'évolution des enjeux informationnels. En outre, il a accru la transparence et la mobilisation en sensibilisant le public à l'importance de ses travaux, notamment par le lancement de tableaux de bord sur les examens et enquêtes, ainsi que par le soutien apporté aux premières tables rondes avec des parlementaires organisées par l'OSSNR dans le but de favoriser une meilleure compréhension de son mandat.

Le Secrétariat a également poursuivi la modernisation de l'environnement Web qu'il destine au public en améliorant l'infrastructure Web sous-jacente de même que ses pratiques de développement. Parallèlement, il a continué de cerner des occasions de moderniser ses services de TI en explorant et en mettant en œuvre des technologies émergentes qui améliorent la prestation, la durabilité et la résilience de ses services numériques.

Au cours de l'exercice 2025-2026, le Secrétariat de l'OSSNR a poursuivi les mesures d'accroissement de l'efficacité et de l'efficience de sa gestion des ressources et de ses opérations internes en appui aux priorités organisationnelles. Les principales politiques, directives et lignes directrices en matière de finances et d'approvisionnement ont été officialisées et documentées, ce qui a amélioré la cohérence, la responsabilisation et la saine gestion des ressources publiques. Le Secrétariat a également mené à terme l'exercice d'examen exhaustif des dépenses (EED), soutenant une prise de décisions éclairées et contribuant à assurer que les ressources demeurent alignées sur les priorités organisationnelles et l'exercice efficace de son mandat.

Ressources nécessaires pour obtenir les résultats prévus

Le tableau 4 fournit un résumé des dépenses prévues et réelles et des équivalents temps plein (ETP) requis pour obtenir ces résultats.

Tableau 4 : Ressources requises pour les services internes en 2025-2026

Ressources	Prévues	Réelles
Dépenses	8 164 617 $	7 578 434 $
Équivalents temps plein	31	31

L'onglet Finances de la page Infographie pour le Secrétariat de l'OSSNR dans l'InfoBase du GC et l'onglet Personnel de la page Infographie pour le Secrétariat de l'OSSNR dans l'InfoBase du GC

présentent des renseignements exhaustifs sur les ressources financières et humaines en ce qui concerne le répertoire des programmes du ministère.

Marchés attribués à des entreprises autochtones

Chaque exercice, les ministères du gouvernement du Canada doivent attribuer au moins 5 % de la valeur totale des marchés à des entreprises autochtones.

Comme le montre le tableau 5, le Secrétariat de l'OSSNR a attribué 10 % de la valeur totale de ses marchés à des entreprises autochtones pour l'exercice.

Tableau 5 : Valeur totale des marchés attribués à des entreprises autochtones

Indicateur de rendement lié à l'attribution de marchés	Résultats 2025-2026
Valeur totale des marchés attribués à des entreprises autochtones (A)	90 123,30 $
Valeur totale des marchés attribués à des entreprises autochtones et non autochtones (B)	902 056,76 $
Valeur des exceptions approuvées par l'administration générale (C)	0 $
Pourcentage de marchés attribués à des entreprises autochtones [A ÷ (B − C) × 100]	10 %

Remarques

Aux fins de la cible minimale de 5 %, Services aux Autochtones Canada définit les « entreprises autochtones » comme suit :

- une entreprise dont le propriétaire-exploitant est un Aîné ou une Aînée, un conseil de bande ou un conseil tribal;
- une entreprise inscrite au Répertoire des entreprises autochtones du gouvernement du Canada;
- une entreprise inscrite sur une liste d'entreprises bénéficiaires d'un traité moderne.

Le terme « marché » désigne un accord contraignant portant sur l'acquisition d'un bien, d'un service ou d'une construction, à l'exclusion des baux immobiliers. Il comprend les avenants aux marchés et les marchés conclus au moyen de cartes d'achat d'une valeur supérieure à 10 000,00 $.

Le calcul du pourcentage tient compte d'un montant de 41 538 $ attribué à des sous-contrats.

Dans son plan ministériel 2025-2026, le Secrétariat de l'OSSNR prévoyait que, d'ici la fin de l'exercice 2025-2026, il aurait attribué 5 % de la valeur totale de ses marchés à des entreprises autochtones. Le résultat réel dépasse la cible de 5 % en raison de la possibilité d'inclure les marchés attribués à des sous-contrats, ce qui n'avait pas été prévu.

Dépenses et ressources humaines

Dans la présente section

- Dépenses
- Financement
- Faits saillants des états financiers
- Ressources humaines

Dépenses

Cette section présente un aperçu des dépenses réelles et prévues du ministère pour la période de 2023-2024 à 2028-2029.

Sommaire du rendement budgétaire

Le tableau 6 montre l'argent que le Secrétariat de l'OSSNR a dépensé au cours des trois derniers exercices pour s'acquitter de ses responsabilités essentielles et assurer la prestation de ses services internes.

Tableau 6 : Dépenses réelles de trois exercices pour les responsabilités essentielles et les services internes (en dollars)

Responsabilités essentielles et services internes	Budget principal des dépenses 2025-2026	Autorisations totales pouvant être utilisées pour 2025-2026	Dépenses réelles de trois exercices (autorisations utilisées)
Examens en matière de sécurité nationale et de renseignement et enquêtes sur les plaintes	11 390 649 $	11 946 005 $	• 2023–2024 : 9 110 398 $ • 2024–2025 : 10 856 293 $ • 2025–2026 : 10 627 360 $
Total partiel	**11 390 649 $**	**11 946 005 $**	**10 627 360 $**
Services internes	8 214 133 $	8 451 091 $	• 2023–2024 : 10 535 328 $ • 2024–2025 : 7 983 296 $ • 2025–2026 : 7 578 434 $
Total	**19 604 782 $**	**20 397 097 $**	• 2023–2024 : 19 645 726 $ • 2024–2025 : 18 839 589 $ • 2025–2026 : 18 205 794 $

Analyse des dépenses des trois derniers exercices

La diminution des dépenses liées aux services internes en 2024-2025 et 2025-2026 fait suite à l'achèvement d'un projet de construction en 2023-2024. La légère baisse entre 2024-2025 et 2025-2026 s'explique par la conversion de ressources provenant de services professionnels en

postes à temps plein. L'augmentation observée entre 2023-2024 et 2024-2025 puis 2025-2026 dans le programme Examens en matière de sécurité nationale et de renseignement et enquêtes sur les plaintes découle principalement de la hausse du nombre d'ETP et de l'augmentation des coûts salariaux.

L'onglet Finances de la page Infographie pour le Secrétariat de l'OSSNR dans l'InfoBase du GC fournit davantage de renseignements financiers sur les exercices précédents.

Dépenses prévues au cours des trois prochains exercices

Le tableau 7 présente les dépenses prévues du Secrétariat de l'OSSNR au cours des trois prochains exercices relativement à ses responsabilités essentielles et à ses services internes.

Tableau 7 : Dépenses prévues au cours des trois prochains exercices pour les responsabilités essentielles et les services internes (en dollars)

Responsabilités essentielles et services internes	Dépenses prévues 2026–2027	Dépenses prévues 2027–2028	Dépenses prévues 2028–2029
Examens en matière de sécurité nationale et de renseignement et enquêtes sur les plaintes	10 599 557 $	10 293 901 $	9 682 300 $
Total partiel	**10 599 557 $**	**10 293 901 $**	**9 682 300 $**
Services internes	7 838 879 $	7 701 302 $	7 456 666 $
Total	**18 438 436 $**	**17 995 203 $**	**17 138 966 $**

Analyse des dépenses prévues au cours des trois prochains exercices

On prévoit une diminution des dépenses au cours des trois prochaines années, puisque le Secrétariat est assujetti aux réductions budgétaires découlant de l'examen exhaustif des dépenses.

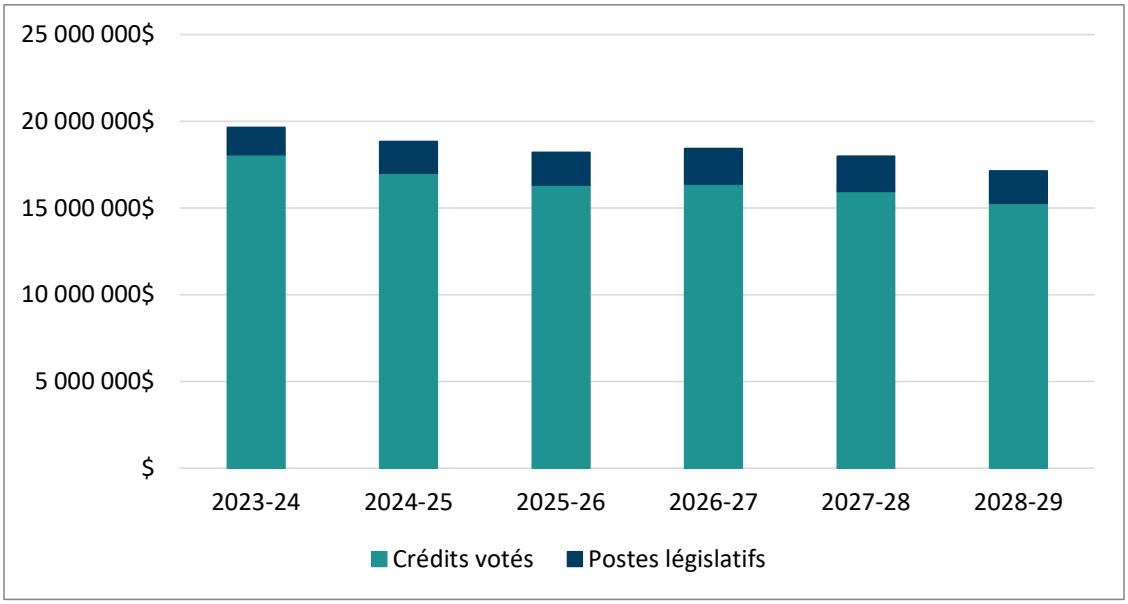
L'onglet Finances de la page Infographie pour le Secrétariat de l'OSSNR dans l'InfoBase du GC fournit des renseignements financiers plus détaillés en ce qui concerne les exercices précédents.

Financement

Cette section donne un aperçu du financement voté et législatif du ministère pour ses responsabilités essentielles et ses services internes.

Le graphique 1 résume le financement approuvé, voté et législatif, du ministère pour la période de 2023–2024 à 2028–2029.

Graphique 1 : Financement approuvé (législatif et voté) pour une période de six exercices



Version textuelle du graphique 1

Exercice	Postes législatifs	Crédits votés	Total
2023–2024	1 557 436 $	18 088 290 $	19 645 726 $
2024–2025	1 830 688 $	17 008 811 $	18 839 499 $
2025–2026	1 871 250 $	16 334 544 $	18 205 794 $
2026–2027	2 049 361 $	16 389 075 $	18 438 436 $
2027–2028	2 032 745 $	15 962 458 $	17 995 203 $
2028–2029	1 864 799 $	15 274 167 $	17 138 966 $

Analyse du financement législatif et voté pour une période de six exercices

Les dépenses ont diminué entre 2023-2024 et 2024-2025 puis 2025-2026 en raison de l'achèvement d'un important projet d'immobilisations à la fin de 2023-2024. Les dépenses devraient de nouveau diminuer en 2027-2028 et 2028-2029 en raison des réductions budgétaires liées à l'examen exhaustif des dépenses.

Consultez les Comptes publics du Canada pour en savoir plus sur les dépenses votées et législatives du Secrétariat de l'OSSNR.

Faits saillants des états financiers

Cette section présente les états financiers (audités/non audités) du Secrétariat de l'OSSNR pour l'exercice terminé le 31 mars 2026.

Le tableau 8 résume les charges et les revenus pour 2025-2026 qui affectent le coût de fonctionnement avant le financement du gouvernement et les transferts.

Tableau 8 : État condensé des résultats (audité ou non audité) pour l'exercice terminé le 31 mars 2026 (en dollars)

Renseignements financiers	Résultats réels 2025-2026	Résultats prévus 2025-2026	Différence (résultats réels moins résultats prévus)
Total des charges	21 342 965 $	21 394 363 $	51 398$
Total des revenus	0 $	0 $	0 $
Coût de fonctionnement net avant le financement public et les transferts	21 342 965 $	21 394 363 $	51 398$

Analyse des charges et des revenus pour 2025-2026

Aucun écart important n'est constaté entre les dépenses prévues et les dépenses réelles présentées dans l'état condensé des opérations pour 2025-2026.

Les renseignements sur les résultats prévus pour 2025-2026 proviennent de l'état des résultats prospectif et des notes de 2025-2026 du Secrétariat de l'OSSNR.

Le tableau 9 résume les charges et les revenus réels et montre le coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts.

Tableau 9 : État condensé des résultats (audité ou non audité) pour 2024-2025 et 2025-2026 (en dollars)

Renseignements financiers	Résultats réels 2025-2026	Résultats réels 2024-2025	Différence (2025-2026 moins 2024-2025)
Total des charges	21 343 965 $	20 799 591 $	544 374 $
Total des revenus	0 $	0 $	0 $
Coût de fonctionnement net avant le financement public et les transferts	21 343 965 $	20 799 591 $	544 374 $

Analyse des différences de charges et de revenus entre 2024-2025 et 2025-2026

L'augmentation des résultats réels en 2025-2026 est attribuable à la hausse des services d'hébergement fournis sans frais ainsi qu'à l'augmentation de la contribution de l'employeur au régime d'assurance maladie et dentaire.

Le tableau 10 fournit un résumé des montants que le ministère doit ou doit dépenser (passif) et de ses ressources disponibles (actif), ce qui aide à déterminer la capacité du ministère à mettre en œuvre des programmes et des services.

Tableau 10 : État condensé de la situation financière (audité ou non audité) au 31 mars 2026 (en dollars)

Renseignements financiers	Exercice en cours (2025-2026)	Exercice précédent (2024-2025)	Différence (2025-2026 moins 2024-2025)
Total des passifs nets	3 378 938 $	2 461 499 $	917 439 $
Total des actifs financiers nets	2 056 566$	1 634 637$	421 929$
Dette nette du ministère	1 322 372$	826 862$	495 510 $
Total des actifs non financiers	6 749 868 $	7 156 077$	(406 209$)
Situation financière nette du ministère	5 427 496$	6 329 215$	(901 719$)

Analyse du passif et de l'actif du ministère depuis le dernier exercice

L'augmentation du passif net est principalement attribuable à la hausse des salaires et traitements à payer ainsi qu'à l'augmentation des indemnités de congé annuel et de congé compensatoire, en raison d'une augmentation du coût par ETP. Les variations liées aux salaires et traitements à payer expliquent également la hausse de l'actif (créances du Trésor).

La diminution des actifs non financiers découle du fait que le Secrétariat de l'OSSNR n'a acquis aucune nouvelle immobilisation en 2025-2026, et d'une augmentation de l'amortissement de l'ensemble des actifs existants.

Ressources humaines

Cette section présente un aperçu des ressources humaines réelles et prévues du ministère pour la période de 2023-2024 à 2028-2029.

Le tableau 11 présente, en équivalents temps plein, un résumé des ressources humaines qui sont associées aux responsabilités essentielles et aux services internes du Secrétariat de l'OSSNR pour les trois exercices précédents.

Tableau 11 : Ressources humaines réelles pour les responsabilités essentielles et les services internes au cours des trois exercices précédents

Responsabilités essentielles et services internes	Équivalents temps plein réels en 2023-2024	Équivalents temps plein réels en 2024-2025	Équivalents temps plein réels en 2025-2026
Examens en matière de sécurité nationale et de renseignement et enquêtes sur les plaintes	51	58	50
Total partiel	**51**	**58**	**50**
Services internes	34	29	31
Total	**75**	**87**	**81**

Analyse des ressources humaines des trois derniers exercices

Au cours des trois derniers exercices, les niveaux d'effectif du Secrétariat ont suivi l'évolution des exigences opérationnelles et des priorités organisationnelles. Les effectifs sont passés de 75 équivalents temps plein (ETP) en 2023-2024 à 87 ETP en 2024-2025, principalement grâce à des efforts de recrutement fructueux, à une diminution du roulement du personnel et à la dotation de postes vacants. Cette croissance a renforcé la capacité de l'organisation à remplir son mandat et à soutenir les services internes.

En 2025-2026, les niveaux d'effectif sont demeurés relativement stables, ce qui témoigne du maintien d'un faible taux d'attrition et d'une attention continue portée à la planification des effectifs. Au cours de l'exercice, le Secrétariat a également entrepris des activités de réalignement organisationnel et de planification des ressources en réponse à l'évolution des exigences financières et opérationnelles, notamment les mesures pangouvernementales de gestion des dépenses. Ces efforts visaient à aligner les ressources sur les priorités organisationnelles tout en maintenant la capacité nécessaire pour assurer la prestation efficace du mandat du Secrétariat.

Le tableau 12 présente les équivalents temps plein prévus pour les responsabilités essentielles et les services internes du Secrétariat de l'OSSNR au cours des trois prochains exercices. Les ressources humaines pour l'exercice en cours sont prévues en fonction des données de l'exercice à ce jour.

Tableau 12 : Sommaire de la planification des ressources humaines pour les responsabilités essentielles et les services internes pour les trois prochains exercices

Responsabilités essentielles et services internes	Équivalents temps plein prévus en 2026–2027	Équivalents temps plein prévus en 2027–2028	Équivalents temps plein prévus en 2028–2029
Examens en matière de sécurité nationale et de renseignement et enquêtes sur les plaintes	56	56	56
Total partiel	**56**	**56**	**56**
Services internes	29	29	29
Total	**85**	**85**	**85**

Analyse des ressources humaines pour les trois prochains exercices

Au cours des trois prochains exercices, le Secrétariat continuera d'aligner son effectif sur l'évolution des priorités opérationnelles, des exigences organisationnelles et des ressources disponibles. Les efforts de planification des ressources humaines viseront à maintenir un effectif durable, agile et efficace, capable de soutenir la prestation du mandat du Secrétariat ainsi que les responsabilités liées aux Services internes.

L'accent sera mis sur le développement des employés, l'apprentissage continu et la gestion des talents afin de renforcer les compétences, de développer la capacité interne et d'améliorer l'efficacité organisationnelle. Ces efforts permettront de s'assurer que le Secrétariat est bien positionné pour répondre aux priorités émergentes et aux exigences opérationnelles.

Les niveaux d'effectif continueront d'être gérés au moyen d'une dotation stratégique, de l'attrition naturelle et de l'optimisation continue des ressources. Le Secrétariat demeure déterminé à maintenir un effectif compétent, mobilisé et performant, tout en veillant à ce que les ressources soient alignées sur les activités prioritaires et les besoins organisationnels.

Tableaux de renseignements supplémentaires

Les tableaux de renseignements supplémentaires ci-dessous sont accessibles sur le site Web du Secrétariat de l'OSSNR :

- Analyse comparative entre les sexes Plus

En 2025-2026, le Secrétariat de l'OSSNR s'était engagé à mettre à jour son cadre d'ACS Plus, à établir des mécanismes de gouvernance, à renforcer la capacité organisationnelle et à faire

progresser les travaux fondamentaux liés à la collecte de données désagrégées. Au cours de la période visée, les ressources organisationnelles ont principalement été affectées de façon à répondre aux exigences et à l'opérationnalisation de l'examen exhaustif des dépenses, ce qui a limité la capacité du Secrétariat à faire progresser ces initiatives comme prévu. Par conséquent, les activités de mise en œuvre liées au renouvellement du cadre d'ACS Plus ainsi qu'aux mesures connexes de gouvernance et de collecte de données ont été reportées.

Malgré ce retard, le Secrétariat demeure déterminé à respecter les objectifs énoncés dans ses engagements en matière d'ACS Plus. Ces priorités ont été intégrées au Plan ministériel 2026-2027, et les premières activités de mise en œuvre ont porté sur le renforcement de la capacité fondamentale en matière de collecte de données, notamment l'évaluation des pratiques actuelles, l'identification d'indicateurs pertinents et l'exploration de possibilités visant à améliorer la collecte et l'utilisation de données désagrégées, lorsque cela est approprié. Ces travaux appuieront un suivi plus cohérent et de futurs rapports sur les divers effets des activités du Secrétariat, et contribueront à une approche de surveillance et d'examen plus inclusive et fondée sur des données probantes.

Dépenses fiscales fédérales

Il est possible de recourir au système fiscal pour atteindre des objectifs de politique publique en appliquant des mesures spéciales, comme de faibles taux d'imposition, des exemptions, des déductions, des reports et des crédits. Le ministère des Finances Canada publie chaque exercice des estimations et des projections du coût de ces mesures dans le Rapport sur les dépenses fiscales fédérales. Ce rapport fournit aussi des renseignements généraux détaillés sur les dépenses fiscales, dont des descriptions, des objectifs, des données historiques et des renvois aux programmes de dépenses fédérales connexes ainsi qu'aux évaluations et aux résultats de l'analyse comparative entre les sexes plus liés aux dépenses fiscales.

Renseignements ministériels

Profil du ministère

Ministre de tutelle :	Le très honorable Mark Carney, premier ministre du Canada
Administrateur général :	Lawrence Mangano, directeur général intérimaire
Portefeuille ministériel :	Bureau du Conseil privé
Instrument habilitant :	*Loi sur l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement*

Année de constitution ou de création : 2019

Coordonnées du ministère

Adresse postale :

Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement

Case postale 2430, succursale B

Ottawa (Ontario) K1P 5W5

Adresse électronique : info@nsira-ossnr.gc.ca

Site Web : https://nsira-ossnr.gc.ca/

Définitions

analyse comparative entre les sexes plus (ACS Plus) (*gender-based analysis plus* [*GBA Plus*])

Outil analytique qui aide à comprendre les répercussions des politiques, des programmes et des initiatives sur différentes personnes. Le fait d'appliquer l'ACS Plus aux politiques, aux programmes et à d'autres initiatives permet de déterminer les différents besoins des personnes touchées, les façons de faire preuve de davantage d'inclusion et d'adaptation ainsi que les méthodes permettant de cerner et de réduire tout obstacle à l'accès ou au bénéfice de l'initiative. L'ACS Plus va au-delà des différences biologiques (sexe) et socioculturelles (genre) pour tenir compte d'autres facteurs, comme l'âge, le handicap, l'éducation, l'ethnicité, le statut économique, la géographie (y compris la ruralité), la langue, la race, la religion et l'orientation sexuelle.

cadre ministériel des résultats (*departmental results framework*)

Cadre qui établit un lien entre les responsabilités essentielles, les résultats ministériels et les indicateurs de résultat ministériel d'un ministère.

cible (*target*)

Objectif quantitatif ou qualitatif et mesurable qu'un ministère, un programme ou une initiative prévoit atteindre dans un délai précis.

crédit (*appropriation*)

Autorisation donnée par le Parlement d'effectuer des paiements sur le Trésor.

dépenses budgétaires (*budgetary expenditures*)

Dépenses de fonctionnement et en capital; paiements de transfert à d'autres ordres de gouvernement, à des ministères ou à des particuliers; et paiements à des sociétés d'État.

dépenses législatives (*statutory expenditures*)

Dépenses approuvées par le Parlement à la suite de l'adoption d'une loi autre qu'une loi de crédits. La loi précise les fins auxquelles peuvent servir les dépenses et les conditions dans lesquelles elles peuvent être effectuées.

dépenses non budgétaires (*non-budgetary expenditures*)

Recettes et décaissements nets au titre de prêts, d'investissements et d'avances qui modifient la composition des actifs financiers du gouvernement du Canada.

dépenses prévues (*planned spending*)

En ce qui a trait aux plans ministériels et aux rapports sur les résultats ministériels, les dépenses prévues s'entendent des montants présentés dans le Budget principal des dépenses. Les ministères sont responsables de déterminer les dépenses prévues et doivent être en mesure de justifier les données financières présentées dans leur plan ministériel et rapport sur les résultats ministériels.

dépenses votées (*voted expenditures*)

Dépenses approuvées annuellement par le Parlement au moyen d'une loi de crédits. Le crédit énonce également les conditions régissant les dépenses.

entreprise autochtone (*Indigenous business*)

Les exigences relatives à la vérification des entreprises autochtones aux fins du rapport sur les résultats ministériels sont présentées sur le site Web de Services aux Autochtones Canada (Cible minimale obligatoire de 5 % d'approvisionnement auprès des entreprises autochtones).

équivalent temps plein (*full-time equivalent*)

Mesure utilisée pour représenter une année-personne dans un budget ministériel. Le calcul d'un équivalent temps plein correspond au nombre d'heures de travail d'un employé ou d'une employée divisé par le nombre d'heures d'une semaine de travail à temps plein d'un employeur. Par exemple, une personne qui travaille 20 heures pendant une semaine de travail normale de 40 heures représente un équivalent temps plein de 0,5.

indicateur de rendement (*performance indicator*)

Mesure qualitative ou quantitative pour évaluer les progrès réalisés en vue d'atteindre un résultat au niveau d'un ministère ou d'un programme, ou les extrants ou résultats attendus d'un programme, d'une politique ou d'une initiative.

indicateur de résultat ministériel (*departmental result indicator*)

Mesure quantitative ou qualitative pour évaluer les progrès réalisés par rapport à un résultat ministériel.

initiative horizontale (*horizontal initiative*)

Programme, projet ou autre initiative amenant deux ministères fédéraux ou plus à recevoir du financement pour travailler en collaboration à un résultat commun habituellement lié à une priorité gouvernementale et que les ministres y participant conviennent de désigner horizontal. Des exigences particulières en matière de rapports doivent être respectées, notamment l'exigence selon laquelle le ministère responsable doit rendre compte des dépenses et des résultats communs.

plan (*plan*)

Exposé des choix stratégiques qui montre comment un ministère entend réaliser ses priorités et obtenir les résultats connexes. De façon générale, un plan explique la logique qui sous-tend les stratégies retenues et tend à mettre l'accent sur des mesures qui se traduisent par des résultats attendus.

plan ministériel (*Departmental Plan*)

Exposé des activités prévues et du rendement attendu d'un ministère qui reçoit des crédits parlementaires au cours d'une période de trois exercices. Les plans ministériels sont habituellement présentés au Parlement au printemps.

priorité ministérielle (*departmental priority*)

Activité, plan ou projet sur lequel un ministère met l'accent et dont il rendra compte au cours d'une période de planification particulière. Il s'agit de ce qui importe le plus ou ce qui doit être réalisé en premier en vue d'atteindre les résultats ministériels attendus.

priorités gouvernementales *(government priorities*)

Aux fins du rapport sur les résultats ministériels 2025-2026, les priorités du gouvernement sont les thèmes généraux qui définissent le programme du gouvernement comme il a été annoncé dans le discours du Trône de 2025.

programme (*program*)

Services et activités, pris séparément ou en groupe, ou une combinaison des deux, qui sont gérés ensemble au sein d'un ministère et qui portent sur un ensemble déterminé d'extrants, de résultats ou de niveaux de service.

rapport sur les résultats ministériels (*Departmental Results Report*)

Rapport qui présente les réalisations d'un ministère par rapport aux plans, aux priorités et aux résultats attendus énoncés dans le plan ministériel correspondant.

rendement (*performance*)

Utilisation qu'un ministère a faite de ses ressources en vue d'obtenir ses résultats, mesure dans laquelle ces résultats se comparent à ceux que le ministère souhaitait obtenir, et mesure dans laquelle les leçons retenues ont été dégagées.

répertoire des programmes (*program inventory*)

Compilation de l'ensemble des programmes du ministère et des ressources qui contribuent à l'exercice des responsabilités essentielles du ministère et à l'atteinte de ses résultats.

responsabilité essentielle (*core responsibility*)

Fonction ou rôle permanent exercé par un ministère. Les résultats ministériels énumérés pour une responsabilité essentielle correspondent aux résultats que le ministère cherche à obtenir ou sur lesquels il souhaite exercer une influence.

résultat (*result*)

Un résultat ou un extrant lié aux activités d'un ministère ou liées à une politique, un programme ou une initiative.

résultat ministériel (*departmental result*)

Résultat général lié aux responsabilités essentielles d'un ministère.